

Le numéro 507 de « Charlie-Hebdo », daté du 30 juillet, jour de sa mise en vente en France, est paru en Suisse le 7 août. Ce n'est pas en raison de l'article intitulé « Overdose sur ordonnance », qui relatait l'affaire Alain Urban, citoyen helvétique mort d'overdose barbiturique, au cours d'une cure de sommeil pratiquée contre son gré, à la clinique Bel-Air de Genève. Il en est toujours ainsi en Suisse : lorsqu'il n'est pas interdit, il l'est assez fréquemment, « Charlie-Hebdo » paraît avec une semaine de retard, le temps – huit jours exactement – que la censure exerce ses talents, en l'occurrence le distributeur Naville, responsable devant la loi de l'innocuité morale, sinon de la bienséance, des publications qu'il diffuse. A l'évidence, M. Naville n'est pas un censeur pressé. A l'évidence aussi, « Charlie-Hebdo », même lorsqu'il est autorisé en Suisse, y est en partie condamné.

Rares sont les informations cent pour cent exactes. Contrairement à ce qui a été écrit par les quotidiens genevois et qui a été repris ici, Alain Urban, dont la mort nettement suspecte entraîna presque aussitôt l'ouverture d'une enquête judiciaire, n'avait pas été hospitalisé plusieurs fois à la clinique Bel-Air de Genève, l'unique asile de la ville, avant d'y succomber à une cure de sommeil massue, prescrite et menée en dépit de son opposition par le directeur

OVERDOSE SUR ORDONNANCE (2)

médical de l'établissement, le professeur Tissot, psychiatre. Alain Urban avait jusque-là subi en tout trois internements, et un seul, le second, à la clinique Bel-Air, en 1973. D'autre part, Alain Urban n'est pas décédé d'overdose barbiturique, le 21 juin, au deuxième jour de sa cure de sommeil, mais le 29 juin, au dixième jour de celle-ci, après avoir reçu à cinq reprises (voir « Charlie-Hebdo » n° 507) des doses supplémentaires de narcotiques, dont un neuroleptique à hauts risques, la Terfluzine, qu'il eut été aisé de remplacer.

Son avocat fut la dernière personne étrangère à la clinique Bel-Air à l'avoir vu vivant, le 26 juin. Alain Urban continuait, autant qu'il pouvait le faire, de résister au traitement. Il se mit la tête sous l'eau, afin de se réveiller, alors que des infirmiers le lavaient, et il jeta des comprimés que ceux-ci lui donnèrent à prendre. Malgré son hébétude, il demanda qu'un recours fut introduit devant le tribunal administratif, pour abus de pouvoir, contre la cure de sommeil qui lui était imposée.

Deux renseignements sur Alain Urban lui-même, qui ajoutent à la singularité de son cas, n'ont pas jusqu'ici été divulgués : Alain Urban n'était pas seulement

un malade mental hors du commun parce qu'il souffrait de crises de délire à intervalles de plusieurs années, en dehors desquelles il était sain d'esprit, et parce qu'il appartenait à l'ADUPSY (Association pour les droits des usagers psychiatriques), qui lutte précisément contre l'administration autoritaire de soins psychiatriques. Alain Urban était également un malade mental hors du commun par son niveau intellectuel élevé et par la nature ambiguë, différemment appréciée, de ses accès de déraison. A 27 ans, Alain Urban avait mené à bien des études d'ingénieur agronome, qui nécessitent au départ, en Suisse, un diplôme universitaire et la maîtrise de trois langues. Par ailleurs, Alain Urban voulait devenir psychanalyste, et il devait rentrer au mois d'octobre prochain à l'Institut Jung de Zurich, dans la clinique duquel il avait été interné au début de 1976, qui possède depuis un dossier psychiatrique sur lui, et où néanmoins, en connaissance de cause, il avait été accepté.

Est-ce qu'un malade mental interné est totalement irresponsable ? Faut-il passer outre son opposition s'il refuse la thérapeutique dont il fait l'objet ? Doit-il être contraint, par la force s'il le faut, à s'y soumettre ? Une cure de sommeil

pratiquée contre sa volonté a-t-elle une chance de succès ? Est-il alors justifié, s'il y résiste quelque peu, de recourir à une narcothérapie intensive, qui multiplie de façon incontrôlée le danger du traitement ? A ces cinq questions que pose notamment la mort d'Alain Urban, le professeur Tissot répond oui et le docteur de Haan, au nom de l'ADUPSY, répond non. Le juge d'instruction Dinichert, qui dirige l'enquête judiciaire sur la mort d'Alain Urban, va avoir à trancher.

L'ADUPSY, qui a en sa possession la liste quantifiée des narcotiques administrés durant dix jours à Alain Urban, estime cette médication meurtrière. L'ADUPSY l'a communiquée au juge d'instruction Dinichert et se propose maintenant de la communiquer à tout pharmacologue neutre, désireux d'apporter son témoignage scientifique.

Enfin, l'autopsie d'Alain Urban, si elle a bien été effectuée par l'Institut médico-légal de Genève, avait été commencée par le professeur Tissot aussitôt après le décès, et les examens du sang et de l'urine, les plus décisifs en matière d'intoxication, étaient déjà réalisés et, semble-t-il, n'ont pas été refaits.

A suivre, plus tard.

Xéxès